

# Europe fédérale

Bulletin d'information de l'Union des fédéralistes européens N° 41 - décembre 2010 - 2 €

L'UEF-France est membre de  
L'Union européenne des fédéralistes (UEF-Europe)  
Du Mouvement européen-France (MEF)  
et du Mouvement fédéraliste mondial (WFM)



## Editorial

Alain REGUILLON, secrétaire fédéral



1

Ce numéro 41 d'Europe fédérale change. Sa présentation est modernisée et vous retrouverez, chaque trimestre, les mêmes rubriques. Celles-ci vont permettre, outre l'éditorial, de présenter les activités de l'UEF, depuis le niveau européen jusqu'au niveau régional, sans oublier la dimension mondiale. Les pages centrales seront consacrées au suivi de notre campagne pour « les Etats-Unis d'Europe » et à l'agenda de nos activités ; les suivantes feront place aux points de vue de nos militants sur des sujets d'actualité ; la dernière page présentera le portrait d'une personnalité. Pour ce premier numéro révisé, c'est celui de **Michel ALBERT**, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, qui vient d'accepter la présidence d'honneur de l'UEF-France.

Depuis un an maintenant, nous nous efforçons de moderniser nos outils de communication, nous engageons des actions à long termes et nous avons la volonté de développer encore l'UEF. Notre mouvement doit être un lieu de rencontres et de formation des fédéralistes ; il doit être aussi une force de proposition qui doit contribuer à faire évoluer l'Union européenne vers une véritable fédération.

Les évènements de ces derniers mois, amplifiés par la crise irlandaise après celle de la Grèce, en espérant que les dégâts se limitent à ces deux pays, montrent combien les arrangements entre gouvernements sont fébriles et risquent d'affaiblir l'Union sur la scène internationale, elle qui est déjà si peu entendue de par le jeu personnel d'Etats, dont la France, qui croient encore qu'ils sont des grandes puissances pouvant jouer dans la cour des grands.

Le monde bouge toujours plus vite, en témoigne le G20 et la juste place que les membres du G8 ont dû faire aux pays émergents. Ces pays – Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, entre autres- connaissent une croissance que la vieille Europe a perdue et en font des acteurs désormais incontournables. Ce sont des partenaires aux dimensions continentales face auxquels l'Union n'existera que si elle devient, à son tour, un « Etat continental » !

Vous mesurez combien notre tâche, modeste mais indispensable, a besoin de toutes les énergies pour porter notre combat. Nous comptons sur votre engagement à nos côtés.

A toutes et à tous je souhaite une très bonne année 2011.

Directeur de la publication : Jean-Guy GIRAUD

Directeur de la rédaction : Alain REGUILLON

Europe fédérale

ISSN 1958-3672

Comité de rédaction : Jean Francis BILLION, Jean-Luc PREVEL, Yves LAGIER

Administration/abonnement : UEF-France c/o Europe Direct - 13, rue de l'Arbre-sec – 69001 LYON

Courriel : [contact@uef.fr](mailto:contact@uef.fr) – Site : [www.uef.fr](http://www.uef.fr)

Imprimerie L'INTERFACE – 48, rue DECOMBEROUSSE – 69100 VILLEURBANNE

## Activités des fédéralistes

### Activités de l'UEF Rhône-Alpes

par **Jean-Luc PREVEL**, secrétaire général UEF Rhône-Alpes

Le 25 septembre 2010, la 5<sup>ème</sup> Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes s'est tenue à l'Université Lyon III avec plusieurs partenaires sur le thème : « EUROPE et REGIONS - Quels espaces pour les peuples en Europe ? »

Le matin, après un rapport introductif de **Ulrich BOHNER**, ancien Directeur exécutif du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe sur « Les pouvoirs locaux dans la construction européenne », une table ronde, animée par **Michel MORIN** (Président d'Europe Info Lyon Rhône-Alpes) a traité du thème : « *En quoi la démocratie locale et régionale peut-elle contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ?* ». Ont participé au débat : **Ulrich BOHNER**, **Noël COMMUNOD** (Conseiller régional Rhône-Alpes - EE /MRS), **Gustave ALLIROL** (Président du Parti Occitan), **Alfonso SABATINO** (Secrétaire du Conseil des Communes et Régions d'Europe – Piémont).

L'après-midi, après un rapport introductif de **François ALFONSI**, Député européen (Verts/ ALE, Porte parole de Régions & Peuples solidaires) sur le thème : « *Quelles autonomies pour les régions en Europe ?* ». La table ronde qui a suivi était animée par **David CORTIER** (Président ME Lyon Rhône) sur le thème : « *Les identités régionales, culturelles et linguistiques, peuvent-elles contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ?* ». Ont pris part au débat : **François ALFONSI**, **Roberto LOUVIN** (Conseiller régional et ancien Président de la Vallée d'Aoste), **Catherine VIEILLEDENT** (Présidente du Groupe Europe de l'UEF et membre du Comité fédéral de l'UEF), **Joseph YACOUB** (Professeur à l'Université catholique de Lyon)

Sommaire Europe fédérale	N° 41
Edito d'Alain REGUILLON	page 1
Activités de l'UEF	pages 2/ 3
Agenda prévisionnel 2011	page 3
Etats-Unis d'Europe :	pages 4/5
pourquoi une telle campagne par Jean-Guy GIRAUD	
point de vue	page 6
Coup de froid sur l'euro	
Portrait : Michel ALBERT	Page 8
Président d'honneur de l'UEF-France	

Le 23 octobre s'est tenu aux Gets (74), le « 1<sup>er</sup> sommet du Mont Dolent », colloque organisé par le Mouvement Région Savoie, en partenariat avec l'ALE (Alliance

libre européenne), R & PS (Régions et peuples solidaires) et l'UEF RA, pour examiner les convergences et divergences entre Pays de Savoie, Valais et Vallée d'Aoste, avec en toile de fond, la « Réforme territoriale ». François COUTIN, trésorier de l'UEF Rhône-Alpes a présenté l'UEF lors des allocutions d'ouverture et a participé aux débats en compagnie de Henna MALVIGUE membre du Comité directeur de l'UEF-France.

Le 4 novembre s'est tenue dans le grand amphithéâtre de Lyon II une rencontre avec des parlementaires européens, organisée en partenariat entre une dizaine d'associations rhônalpines. Le débat a été introduit par une présentation du fonctionnement du Parlement européen et l'animation a été brillamment conduite par Fabien CAZENAVE de Touteurope, ancien responsable du Taurillon. Cinq parlementaires de la circonscription Sud-est étaient présents : **Jean-Luc BENHAMIAS** (ALDE), **Michel DANTIN** (PPE), **Sylvie GUILLAUME** (Alliance S & D), **Michèle RIVASI** (Verts/ALE) et **Marie-Christine VERGIAT** (GUE).

Une série de quatre groupes de questions préparées par les associations invitantes leur ont été posées ainsi qu'une synthèse de questions écrites posées par le public venu nombreux (**environ 300 personnes**). Cette rencontre a été précédée d'un échange entre des représentants des associations organisatrices, des journalistes et les parlementaires.

Ce débat fut très animé, passionnant au dire de nombreux participants et les parlementaires ont tous été d'accord pour qu'il soit renouvelé. Il faut ici saluer la décision du Président de l'Université Lyon II qui a accepté la tenue de cette rencontre alors qu'il avait dû fermer l'Université ce jour-là en raison de mouvements d'étudiants.

### L'UEF en Franche-Comté par Yves LAGIER, président UEF-Franche-Comté

La Franche-Comté est une petite région située entre Rhin et Rhône. Elle sera irriguée dès le 11 Décembre 2011 par la première ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV Rhin-Rhône) n'ayant pas pour origine ou arrivée Paris.

C'est dire que notre région, véritable lien entre le Nord rhénan et le Sud rhodanien, vit à l'heure de l'Europe ! L'UEF y existe depuis une cinquantaine d'années. Elle a connu ses heures de gloire grâce à **Jacques ANDRE**, aujourd'hui décédé et auquel fut remise il y a quelques années la médaille Henri Frenay, décernée par l'UEF France à ceux qui ont consacré leur vie au fédéralisme européen.

Il est plus difficile aujourd'hui de recruter de nouveaux militants notamment chez les jeunes.

Aussi l'UEF Franche-Comté a-t-elle décidé, tout en marquant sa différence, de travailler avec le Mouvement Européen et la Maison de l'Europe – Info Point Europe (bien structurée et disposant d'un appui fort de la part des collectivités territoriales). Il ne sert en effet à rien de s'isoler et d'ignorer les actions européistes (conférences, expositions) menées essentiellement à BESANCON. Le message fédéraliste est ainsi inlassablement répété dans toute instance concernée de près ou de loin par la problématique européenne.

Force est cependant de reconnaître que l'Union, telle qu'elle fonctionne, est de plus en plus étrangère aux préoccupations de nos concitoyens et que faute d'un saut qualitatif répondant aux réalités de la mondialisation, elle sombrera dans l'indifférence si ce n'est l'hostilité de celles et ceux qui la peuplent.

Il revient aux fédéralistes de montrer la voie à suivre. Ils le font mais sans initiative forte des élus et notamment des



### Conseil du Mouvement fédéraliste mondial (WFM) à Buenos Aires

**“Des parlementaires latino-américains pour une Assemblée parlementaire des Nations unies et l'intégration régionale”**

3

#### Jean Francis BILLION

Vice-président de l'UEF France - Membre du Comité fédéral de l'UEF et du Conseil du WFM

Le Conseil du WFM se réunit annuellement entre ses Congrès internationaux, en plus des rencontres de son Bureau exécutif. Ces réunions se tiennent souvent à New York, près du Secrétariat, ou en Hollande, où le mouvement dispose d'un bureau européen ; il arrive aussi qu'elles se déroulent ailleurs, par exemple à VENTOTENE à l'occasion des Séminaires fédéralistes et depuis que, dans les années 1990, la JEF Europe et l'UEF ont adhéré au WFM.

En 2010, afin d'épauler les fédéralistes latino-américains les réunions se sont tenues en Argentine. Après des décennies d'absence, due en particulier aux dictatures nationalistes dans la région, le WFM y compte à nouveau depuis quelques années trois sections : *Planetfilia* au Mexique, la *Fundación Federalista* en République dominicaine et *Democracia Global*, en Argentine, et plus récemment en Uruguay sans compter ses contacts avec de nombreuses ONG en tant que coordinateur de la Coalition mondiale des ONG pour la Cour pénale internationale.

En fait ce sont trois réunions qui ont eu lieu en Argentine sous un chapeau commun : les “Dix jours de Buenos Aires pour la démocratie mondiale”, ce qui a permis aux fédéralistes d'établir de nouveaux et fructueux contacts.

- les réunions du WFM ;
- une réunion du **Parlement latino-américain** (*Parlatino*), auquel se sont associés d'autres parlements régionaux, à laquelle ont été discutés les thèmes de l'intégration latino-américaine et la stratégie pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations unies ; et,
- la réunion annuelle du Comité d'animation de la **Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies** (*UNPA*), à laquelle sont associées les principales organisations fédéralistes (UEF, JEF et WFM) et dans laquelle les parlementaires européens, Jo Leinen et Andrew Duff, ancien et actuel Président de l'UEF Europe sont très actifs. (Suite page 7)

### Agenda prévisionnel des réunions et manifestations de l'UEF-France en 2011

Dates	Objet	Lieux
22 janvier	Comité directeur élargi	Paris
5 mars	Comité directeur	Lyon
9 mai	Fête de l'Europe	En région
25 juin	Comité directeur	Paris
16/17 septembre	Université d'automne des fédéralistes	Lyon
18 septembre	Assemblée générale et comité directeur	Lyon
26 novembre	Forum des Etats-Unis d'Europe	Paris



## Campagne pour « les Etats-Unis d'Europe » 2010 - 2014

*A Toulouse le 12 juin, le comité directeur de l'UEF-France a décidé de lancer une campagne pour « les Etats-Unis d'Europe ». Dans cet entretien, Jean-Guy GIRAUD, président de l'UEF explique le pourquoi de cette initiative.*

*L'UEF France a décidé de lancer une "Campagne pour les Etats-Unis d'Europe". Pourquoi cette campagne ?*

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne -base utile mais insuffisante pour la poursuite du processus d'intégration politique de l'Europe- a été paradoxalement marquée par une forte résurgence de la méthode Intergouvernementale au détriment de la méthode communautaire.

La campagne de l'UEF France a pour but de rappeler que l'objectif fédéral d'intégration, perdu de vue depuis les derniers élargissements, est depuis l'origine la raison d'être de la construction communautaire et demeure le but ultime fixé par les Traités actuels : "une Union sans cesse plus étroite des peuples européens".

Nous pensons que si ce cap venait à être perdu - alors qu'aucune autre vision claire de l'avenir de l'Europe ne semble pouvoir lui être substituée - l'UE serait menacée d'égarement, de dilution voire d'éclatement.

La grave crise financière qui se développe depuis l'automne 2010 nous confirme dans cette crainte et nous incite à poursuivre cette campagne.

### *2. Pourquoi l'avoir intitulée campagne pour "les Etats-Unis d'Europe" ?*

Nous avons volontairement choisi ces termes - au demeurant cautionnés par de grands Européens de Victor Hugo à Jean Monnet - parce qu'ils demeurent à la fois provocateurs et mobilisateurs. Parce qu'ils expriment, de façon lapidaire, populaire, encapsulée et imagée, la notion abstraite et complexe de la voie fédérale que nous prônons pour l'Europe.

Parce qu'ils fixent concrètement - en trois mots - un projet, un horizon et un avenir pour l'UE. Parce qu'ils sont conformes à l'objectif des pères fondateurs ainsi qu'à l'esprit des Traités. Parce qu'ils résument la vocation et la raison d'être d'un mouvement comme l'UEF.

Nous ne souhaitons pas pour autant prendre pour modèle tel ou tel système fédéral actuellement en vigueur - sous cette appellation - dans d'autres pays car nous avons conscience de l'originalité et de la spécificité de l'entreprise européenne.

### *3. Comment va s'articuler cette campagne ?*

**a) D'ici 2014** (prochaine grande échéance de l'UE), nous souhaitons intervenir sur les grands sujets d'actualité, de nature institutionnelle voire constitutionnelle, en cours de débat dans les Institutions européennes. Nous souhaitons indiquer, pour chacun de ces thèmes, les solutions qui nous paraissent les plus conformes à la poursuite du processus d'intégration politique de l'UE.

Nous agissons principalement par la voie de "lettres ouvertes" aux membres français du Parlement européen qui sont nos interlocuteurs naturels dans le débat démocratique européen. Mais nous nous efforçons aussi, parallèlement, de donner à ces lettres la plus grande diffusion possible afin d'essayer de provoquer un véritable débat public.

Les thèmes choisis, en réalité dictés par l'actualité, ont été à ce jour les suivants :

- le budget communautaire et notamment la question des **ressources propres** à l'UE (1<sup>ère</sup> lettre ouverte),
- la **gouvernance économique** et en particulier la nécessaire inclusion dans les Traités de dispositions claires et complètes à cet effet (2<sup>ème</sup> lettre ouverte),
- la **suppression** complète du **droit de veto** au sein du Conseil, notamment pour la révision des traités (3<sup>ème</sup> lettre ouverte).

Les prochains thèmes devraient concerner dans les semaines à venir et toujours en fonction de l'actualité : la création d'une **circonscription électorale européenne** pour les élections de 2014, la mise en œuvre d'une **véritable diplomatie et défense communautaires** telle que prévue par les nouvelles dispositions du Traité de Lisbonne, la constitution **d'avant-gardes d'Etats membres** notamment autour de l'euro-groupe, la définition d'une **stratégie d'élargissement** de l'UE ...

**b) A partir de 2014**, nous souhaitons œuvrer pour la reprise du processus constitutionnel européen amorcé par la Convention de 2002, mais interrompu par l'échec du référendum français de 2005.

Pour préparer cette deuxième phase de la campagne, nous organiserons annuellement des "Assises fédéralistes», notamment pour examiner les fondements et modalités du modèle fédéral des "Etats-Unis d'Europe». Notre objectif est d'introduire cette question dans le débat politique qui précèdera les renouvellements du Parlement européen, de la Commission et du Président du Conseil européen en 2014.



Toulouse, le 12 juin 2010. De gauche à droite :  
Ph FERAL, président section Grand Sud, JG GIRAUD, A REGUILLON,  
D THAURY, trésorier de l'UEF-France

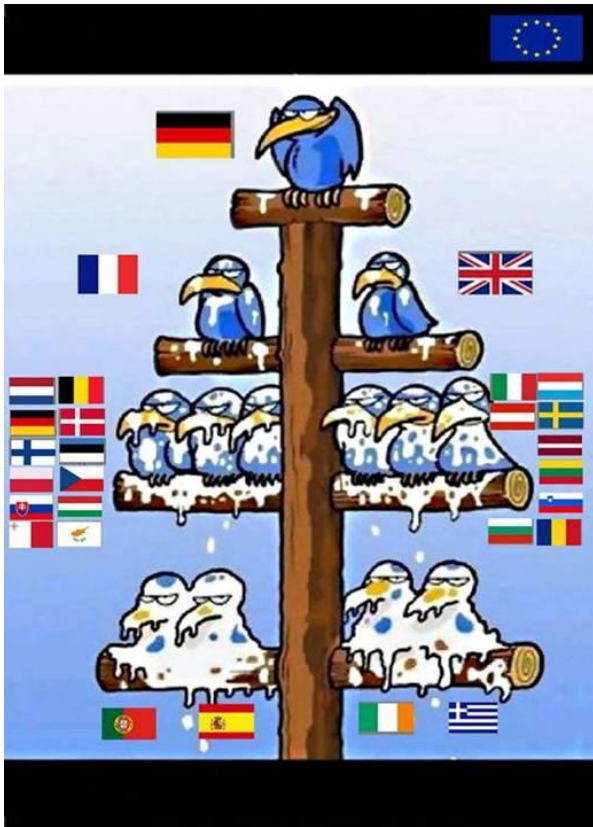
#### **4. L'UEF France peut-elle mener seule cette campagne ?**

A l'évidence, non. S'il est de la vocation naturelle de l'UEF de lancer ce type d'initiative, elle n'a pas les moyens de lui donner, seule, une dimension utile. Nous rechercherons donc la collaboration active des autres organisations pro-européennes au niveau français (régional et national) mais aussi européen (Union européenne des fédéralistes, dont nous sommes membres, Mouvement européen, Jeunes européen fédéralistes/etc. ...).

Nous souhaitons surtout vivement provoquer l'intérêt d'un public aussi large que possible en présentant de propositions susceptibles de faire renaître l'espoir dans l'avenir d'une Europe unie, garante et protectrice des valeurs universelles de paix, de démocratie et de progrès.

## Point de vue : coup de froid sur l'euro !

Alain REGUILLON



La crise financière, économique et sociale n'en finit pas. Les approches divergentes quant aux actions à conduire pour faire face à cette situation, largement internationale, ne facilitent pas l'émergence de solutions capables de doper la reprise, ni de rassurer les marchés qui profitent très largement du malheur d'un certain nombre de pays.

Les taux d'intérêt relatifs aux prêts consentis aux Etats ayant besoin de liquidités, donc les pays les plus fragiles et les plus endettés, ont largement passé la barre des 6 %. Cela confère aux prêteurs de solides gains et aux pays emprunteurs, un coût supplémentaire qui augmente d'autant leurs difficultés. Ce système pervers est assez révoltant puisque ces prêteurs ne prennent pas de risque, l'Union européenne et le FMI garantissant le remboursement des dettes de par le mécanisme de soutien mis en place au mois de mai.

Cela n'est pas moral, mais... ce sont les affaires ! Mme MERKEL ne s'est pas trompé en déclarant en marge du G20 : « *Comment expliquer à nos concitoyens qu'ils devraient supporter le coût de certains risques à la place de ceux qui ont gagné beaucoup d'argent en prenant ce risque ?* » ; « *ceux qui gagnent de l'argent avec des taux élevés, avec des obligations souveraines, doivent supporter aussi les risques* ».

Les difficultés que rencontrent certains pays de l'Union, particulièrement de la zone euro, s'amplifient chaque jour. Après la Grèce, voilà le tour de l'Irlande à devoir demander une intervention de quelque 85 milliards d'euros (le besoin est estimé à 110 milliards d'euros) pour faire face à sa situation.

La contrepartie à l'intervention de l'Union et du FMI est sévère pour les Irlandais. Le prêt consenti implique un plan de redressement qui conduit cet Etat à économiser 15 milliards d'euros d'ici à 2014, soit 10 % de son PIB. L'austérité ainsi décrétée aura des conséquences en termes de chômage accentué bien que l'économie résiste plutôt convenablement à cette faillite, mais aussi en augmentation d'impôts tel que la TVA et probablement des baisses de salaires dans la fonction publique.

Autre pays en difficulté, le Portugal a lui aussi pris des mesures d'austérité qui ont d'ailleurs conduit les Portugais dans la rue. Aura-t-il besoin d'une intervention de l'euro-groupe ? Le président de la Commission et celui de la banque centrale s'y préparent. Pour l'instant, les obligations récemment émises par ce pays ont trouvé preneur sur les marchés, mais avec des taux de 2 points plus élevés qu'au printemps.

Pour l'instant, l'Espagne semble mieux résister. Le plan d'austérité adopté par le parlement à moins fait de vague qu'en Irlande et au Portugal, mais il est vrai qu'avec 20 % de chômeurs, la population de ce pays est sans doute déjà groggy depuis plusieurs mois. L'Italie est moins fragilisée car la plus grande part de sa dette est détenue par les Italiens. Quant à la France, la forte épargne des ménages la préserve d'attaques des fonds spéculatifs et ses taux d'emprunt à 10 ans restent parmi les plus faibles du marché, environ 3 % contre près de 5 pour l'Italie et l'Espagne, plus de 7 pour l'Irlande et le Portugal, plus de 10 pour la Grèce.

Malgré ces difficultés, la monnaie unique résiste. N'en déplaie à ses détracteurs, l'euro est une réussite. Si 62 % des réserves des banques centrales dans le monde sont constituées par le dollar, l'euro arrive en deuxième position avec 27 %, loin devant la livre Sterling à 4 % et le Yen à 3 %.

Aujourd'hui il faut aller plus loin. Il faut donner à la monnaie un ETAT, avec toutes les institutions politique, sociale et budgétaire que cela confère : seule une FEDERATION peut durablement opérer un réchauffement favorable à l'euro, à l'Europe et assurer ainsi l'avenir des EUROPEENS !

**A propos du fédéralisme : ils ont dit !** Citations recueillies par Yves LAGIER

**Christian PHILIP**, président du Mouvement européen-France : « *le fédéralisme est plus que jamais une vision d'avenir. Le fédéralisme s'imposera parce qu'il est la seule réponse crédible face aux enjeux de l'Europe en ce début du XXIème siècle. L'Europe fédérale se construira parce qu'à un moment ou un autre les Européens prendront conscience que, sans Europe de type fédéral, ils seront perdants à l'aune de la mondialisation ...* »

**Malek BOUTIH**, membre du conseil national du PS : « *il faut sortir de la politique des petits pas en Europe .... La finalité est une intégration plus forte, politique évidemment, la naissance d'une nouvelle nation au cœur de l'Europe ....les Etats-Unis d'Europe comme perspective* ».

**Gérard COLLOMB**, sénateur-maire de Lyon. Extrait de sa contribution au débat sur l'avenir européen lors de la convention du parti socialiste : « *Pour moi une chose est claire :..... Notre salut passe inéluctablement par une plus grande intégration européenne, avec la volonté, à terme, d'aller vers un vrai fédéralisme* ».

7

**Le Conseil du mouvement fédéraliste mondial par JF BILLION (suite de la page 3)**

En ce qui concerne le WFM, le Conseil a voté deux résolutions, l'une politique sur les "G 20" et la crise financière et économique mondiale, et l'autre concernant des points d'organisation tels que la création de nouveaux bureaux, en particulier en Amérique latine, et la fondation à Campinas, ville universitaire brésilienne où Altiero SPINELLI a vécu une partie de sa jeunesse, d'un séminaire annuel de formation pour jeunes militants fédéralistes, inspiré des Séminaires de VENTOTENE.

Le numéro 150 de *Fédéchoses* - Pour le fédéralisme est pour partie consacré à ces événements et nos lecteurs pourront le consulter sur le site [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu), auquel il est possible d'accéder directement ou via le site de l'UEF - France ; « *Fédéchoses* » publie en particulier la résolution sur les "G 20", la Déclaration de Buenos Aires de la Campagne pour l'UNPA, une interview de M. Olivier Giscard d'Estaing, ancien parlementaire Républicain indépendant des Alpes maritimes et Président du Comité pour un Parlement mondial, ainsi que des extraits significatifs des résolutions adoptées par les parlementaires latino-américains réunis à l'initiative du Parlatino. Celles intitulées, "Sur la réforme des institutions internationales", et, "Sur l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes", sont plus particulièrement intéressantes et encourageantes sur les thèmes qui nous intéressent.

---

**Rejoignez l'UEF** et devenez un citoyen actif de la construction européenne pour l'émergence d'une fédération, Etat supranational dont les principes reposent sur une juste répartition des compétences entre l'Etat fédéral, les Etats fédérés et les collectivités infra-étatiques.

Une fédération européenne c'est une construction juridique qui repose sur la double légitimité des citoyens qui la peuplent et des Etats qui la composent, selon la devise de l'Union européenne : « *Unis dans la diversité* »

L'UEF milite pour une Europe solidaire, humaniste, proche des préoccupations des citoyens et garante de la PAIX.

L'UEF est une association strictement indépendante de toute appartenance politique, syndicale ou Religieuse.

**Portrait :**

*Ce premier portrait est celui de Michel ALBERT qui vient d'accepter la présidence d'honneur de l'UEF-France*



*Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques,*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ; **Michel ALBERT** a été élu le 28 mars 1994 au fauteuil d'Henri GUITTON à la section « économie, politique, statistique et finances »

Diplômé de l'institut d'études politiques de Paris, docteur ès sciences économiques, ancien élève de l'École nationale d'administration, **Michel Albert** en sort comme inspecteur des finances en 1956. Il est Commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur et Grand' croix dans l'ordre national du mérite.

Sa carrière est riche de fonctions prestigieuses et de grandes responsabilités telles que, sans les citer toutes, celles de Commissaire au plan, directeur général d'UNICREDIT, président du groupe des assurances de France (AGF), membre du conseil pour la politique monétaire de la banque de France, directeur adjoint de la banque européenne

D'investissement et directeur du développement économique à la commission européenne

*Le 14 mars 2006, il est élu président d'honneur du Centre international de formation européenne (CIFE), après avoir assuré les fonctions de président de 1996 à 2005.*

**Michel ALBERT** a écrit ou dirigé de nombreux ouvrages dont « Un pari pour l'Europe » 1983 – Le Seuil, « Capitalisme contre capitalisme » 1991 Le Seuil, « Regards croisés sur l'Europe » 2005 PUF.

La fiche biographique complète de **Michel ALBERT** est en ligne sur le site de l'UEF-France

.

---

**BULLETIN D'ADHESION A L'UEF-France**

*(A retourner à UEF-France-c/o Europe Direct - 13, rue de l'Arbre-sec – 69001 LYON)*

**NOM :** Prénom

**Adresse postale**

**Courriel :** Téléphone

Déclare adhérer à l'UEF-France, l'adhésion comprenant l'abonnement à Europe fédérale : cotisation individuelle 35 €, Couple 55 €, étudiant/jeune travailleur 15 €, JEF 5 €, soutien à partir de 55 €

Adresse un chèque de .....à l'ordre de l'UEF-France

*(Date et signature)*